

LA VILLE ET LA CAMPAGNE

Tierra y Libertad, février 1937
traduit dans Volontà, 1^{er} décembre 1950

Émile Pouget écrivait en 1906 (*Almanach de la Révolution*): «*Il n'y a de révolutions possibles et efficaces que lorsque ouvriers et paysans participent au mouvement. Si au contraire une seule de ces catégories est en marche, que ce soient les paysans ou les ouvriers, le mouvement avorte*».

Plus qu'en toute autre circonstance, cette nécessité de l'union du paysan et de l'ouvrier a été soulignée par la propagande syndicaliste. Jusqu'à maintenant, le développement de la Révolution sociale espagnole révèle un synchronisme remarquable entre l'action collectiviste dans les villes et les campagnes, et il ne s'y présente pas les oppositions qui existèrent dans les révolutions russe et hongroise. Cela ne veut pourtant pas dire qu'elles ne naîtront pas demain, et les camarades espagnols doivent nécessairement continuer, comme jusqu'à maintenant, leur effort d'équilibre intelligent entre la ville et la campagne.

Le premier antagonisme qui surgit entre la ville et la campagne durant la révolution vient de l'urgence du problème de l'approvisionnement. L'Espagne a eu pour elle un grand avantage: à savoir une certaine autonomie vis-à-vis de l'étranger. Cependant, l'Espagne commence à rencontrer des difficultés pour résoudre le problème du ravitaillement des villes. Et ce problème peut devenir de plus en plus difficile.

Deux tendances apparaissent au sein des masses ouvrières des villes: d'abord la réquisition forcée, ensuite une solution plus pacifique et rationnelle. La réquisition forcée est une grande erreur. Toute l'histoire des révolutions le montre. Le gouvernement révolutionnaire français de 1793 tenta d'employer la méthode «*forte*» et les résultats furent désastreux: le 11 avril 1794, le *Comité de Salut Public* ordonne la réquisition d'un porc sur huit. Le propriétaire devait s'en occuper jusqu'à ce qu'il ait le poids maximum. Un grand déploiement de circulaires et de mesures pour inspecter, payer, conserver, concentrer, etc... sont faites. Quelques mois plus tard, quand le commissaire se présente pour prendre l'animal, il ne trouve qu'un squelette ou un porc plus mort que vif.

La révolution russe offre un exemple plus récent des effets désastreux de la politique de réquisition forcée. Elle confirme pleinement les prévisions de Kropotkine dans *La conquête du pain*: «*Lorsque la révolution éclatera, les paysans russes garderont leur pain pour eux et leur famille*». Les bolchévicks eux-mêmes ont reconnu l'erreur de la réquisition forcée au *Congrès Provincial des Soviets* qui eut lieu à Moscou en 1919. Les résultats des expéditions des compagnies de ravitaillement furent désastreux: troubles, machinations, révoltes paysannes (Lunivsk, Pavlovsk, Mokoovsk, Bielich, Ponikolsk, etc...), répressions violentes, mauvais résultats économiques. Les paysans apeurés semèrent moins (...). Le bétail diminua également beaucoup. Des territoires riches, Tambov, connurent la disette.

La politique de réquisition stoppa complètement l'élan révolutionnaire des campagnes. Emma Goldman raconte une anecdote qui illustre clairement la condition misérable des paysans:

«*Un groupe de paysans se présente un jour chez Lénine pour lui parler de leur sort.*
- *Que Dieu te protège, dit le paysan le plus âgé.*

- *N'es-tu pas heureux, petit père? Tu as la terre, des vaches, des poulets, que veux-tu de plus?* répondit Lénine.

- *Dieu soit loué, nous avons la terre, mais tu prends tout le blé; des poules, mais tu retires les œufs; des vaches, mais les enfants n'ont pas de lait. C'est pourquoi, petit père, nous te demandons de nous aider».*

(...) La suppression des réquisitions encore demandée par les marins de Cronstadt le 1^{er} mars 1921, ne fut annoncée que le 12 par Lénine à l'ouverture du 10^{ème} Congrès du *Parti communiste* alors que Trotsky réprimait Cronstadt.

Il nous reste à examiner l'acquisition des produits agricoles. Là aussi la Révolution Française nous offre des exemples significatifs du danger de l'usage d'une monnaie refusée par les paysans et de prix excessivement bas. Si en 1793 les campagnes provoquaient la famine dans les grandes villes, ce ne fut pas en raison d'une baisse de production des céréales, mais parce que les paysans refusaient les assignats, sans aucune couverture d'or. Il serait faux de croire que seuls les riches paysans refusaient de vendre leurs produits, les petits également s'opposaient à échanger le fruit de leur sueur contre ces assignats, ce que Kropotkine commente ainsi dans *La Grande Révolution*: «*Tant qu'on offrit aux paysans un morceau de papier sans valeur, la situation n'évolua pas. Les denrées restaient dans les campagnes, même si l'on recourait à la guillotine*». La politique des prix imposés n'eut de meilleurs effets: les denrées se raréfièrent. La Convention baissa par décret (29 septembre 1793) les prix au détail, en escomptant que les prix de gros suivraient. La vente en gros s'interrompit et le commerce également.

La révolution russe offre d'autres exemples. Voyant que la violence ne donnait pas de résultats, le gouvernement bolchevick commença à acheter des produits agricoles, mais il commit une nouvelle erreur. Le prix fut trop bas. Ainsi pour le blé, dont le prix était légèrement supérieur à celui d'avant la révolution, alors que les prix des produits industriels avaient augmenté de trente à quarante fois.

Nous avons vu que ni la réquisition forcée ni les assignats n'ont donné de bons résultats. Il reste l'échange des articles manufacturés contre les produits agricoles.

Kropotkine dans la *Conquête du pain* présentait cette solution comme étant très efficace, alors qu'un collaborateur de la revue de Malatesta (Carlo Molaschi dans *Pensiero e Volontà*, Rome, 1^{er} janvier 1925) la considère «*comme une inconnue*». A ce propos j'ai écrit dans *Lotta Umana* de Fabbri (Paris, mars 1928): «*Lorsque Kropotkine écrivait, il pensait à la torche qu'allait remplacer la flamme du pétrole, à la pelle qui allait remplacer la charrue, etc...*». Aujourd'hui, le paysan a un besoin relatif de machines agricoles, qui dans certains terrains et pour certaines cultures sont inutilisables. Il possède de nombreux articles de confort et n'a pas encore besoin de tous. Peu de paysans échangeraient leur blé contre un épluche-légume (...). Avant que les besoins des paysans augmentent et que l'industrie abandonne la production des articles de luxe, il s'écoulera un certain temps. «*Par conséquent, les paysans seront payés en argent, une monnaie de poids, de valeur reconnue*».

Luigi Fabbri ajouta une note où il observait: «*Si la mentalité du paysans est si arriérée qu'il exige de l'argent, il sera bon d'examiner comment on pourra satisfaire cette exigence. C'est une hypothèse qui blesse à juste raison les anarchistes, qui doivent faire tout leur possible, par la propagande et la recherche d'autres moyens pratiques, pour éviter un tel choix. Cependant, il convient d'avoir présent à l'esprit que du point de vue anarchiste, révolutionnaire et humain et aussi pratique, ce choix est préférable au système de la coercition et de la réquisition autoritaire*».

Comme on le voit, Fabbri excluait la réquisition et ne rejetait pas l'argent, mais il n'abordait pas le problème. Dans un article: *Les anarchistes et la petite propriété agraire* (*La Revista Blanca*, 15 novembre 1932), après m'être prononcé pour l'usage de l'argent dans les échanges entre les villes et les campagnes, j'écrivais: «*Naturellement, un système d'échange de produits, de travail, de moyens de transport est toujours possible, comme partie intégrante du système d'achat-vente*». Si les municipalités ou les syndicats, ou les deux en même temps, étaient des organes intermédiaires entre les petits propriétaires ruraux et les coopératives agraires et entre celles-ci et les ouvriers de l'industrie, ils pourraient faciliter cet échange sans argent.

Par exemple, une municipalité qui a organisé la production du pain veut s'approvisionner en blé.

Elle s'adresse aux paysans en leur offrant en échange du blé, le travail fourni par la coopérative du bâtiment, à laquelle la municipalité donne les matériaux nécessaires. On pourrait multiplier les exemples à l'infini. A l'époque, j'avais omis un aspect fondamental du problème: l'harmonie entre les prix des manufactures et le pouvoir et la volonté d'achat des paysans. L'échange des marchandises entre la ville et la campagne est une forme idéale, qui n'est pas toujours réalisable. C'est un des points faibles de l'économie socialiste. Dans la révolution russe ce fut un des facteurs principaux du passage de la SEP (politique économique socialiste) à la NEP (nouvelle économie politique).

La coordination entre l'économie urbaine et agricole est beaucoup plus difficile que ce qu'on suppose généralement chez les socialistes. Le refus des paysans catalans des propositions d'échange présentées par le *Syndicat du Bois de Barcelone* en est un exemple typique. Les paysans ont généralement besoin de semences, d'engrais chimiques, de machines agricoles et seulement plus tard, l'amélioration économique et l'évolution psychique leur donnent le besoin d'objets de confort, esthétiques ou de luxe.

L'économie urbaine doit donc répondre aux possibilités et aux préférences des paysans si l'on veut éviter que ne surgisse un antagonisme entre les villes et les campagnes. Comme en URSS où les prix agricoles et industriels sont si différenciés qu'ils constituent et perpétuent des intérêts divergents, centre de toutes les variations de la politique économique bolchevique et qui explique presque tous les aspects de luttes politiques internes.

Pour me résumer je dirai que les anarchistes des villes devraient refuser de prendre part aux expéditions de réquisitions forcées et même les empêcher, en exigeant que le problème du ravitaillement des villes et des milices soit résolu d'un commun accord entre ouvriers et paysans sur l'achat des produits agricoles soit avec une monnaie stable, soit par l'échange et des certificats de crédit.

Quant aux anarchistes qui résident dans les campagnes, ils devraient à la fois repousser les réquisitions et combattre toutes les tentatives d'accaparement et de sabotage et faire une campagne intense de persuasion sur les problèmes des villes, comme l'approvisionnement, afin de favoriser la fédération entre les coopératives rurales et urbaines, afin de promouvoir et appuyer toute expérience volontaire qui tendra à réduire la circulation monétaire. L'harmonie entre les villes et les campagnes n'est possible qu'en évitant les erreurs de l'URSS: réquisitions forcées, destruction du coopérativisme de consommation, centralisme de la distribution, augmentation des prix des manufactures, passage de la répression à la tolérance envers les spéculateurs, inflation monétaire, etc...

Je ne suis pas prophète. J'ai donc pu exposer des points de vue complètement superficiels, tant pour le moment actuel que futur. Cependant, je considère qu'il n'est pas inutile d'indiquer des schémas sur les rapports entre les villes et les campagnes, étant donné que ce problème n'impose à notre attention et exige une étude et une élaboration profondes et méticuleuses. Je laisse à plus compétents cette tâche, car je ne suis pas économiste.

Camillo BERNERI.
